

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/12668]

3 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglant les modalités d'application du décret du 13 juillet 2016 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 juillet 2016 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, notamment les articles 3, 4, 5, 6 et 7;

Vu les trois arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1984 portant création de cours à distance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 février 1985 réglant certaines modalités d'organisation et de fonctionnement de l'enseignement à distance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 février 1985 fixant les modalités d'application de l'article 8 du décret du 18 décembre 1984 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 septembre 1987 relatif à l'organisation du Conseil supérieur de l'enseignement à distance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 novembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2016;

Vu le protocole du 10 janvier 2017 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu le « test genre » du 13 février 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n^o 61.067/2 du Conseil d'État, donné le 23 mars 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *De l'organisation et du fonctionnement de l'enseignement à distance dispense en e-learning*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1^o décret : décret du 13 juillet 2016 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning.
- 2^o accompagnement pédagogique : actions de tutorat menées par un enseignant de l'e-learning tout au long du parcours d'apprentissage de l'apprenant dans un module de cours en ligne;
- 3^o animation collaborative : activité de tutorat en ligne proposée par un enseignant de l'e-learning destinée à favoriser l'apprentissage par les pairs;
- 4^o séquence pédagogique : unité logique du parcours d'apprentissage constituée de ressources et activités interactives nécessitant un accompagnement pédagogique de trente minutes;
- 5^o services de l'e-learning : structures du Ministère de la Communauté française organisant l'enseignement à distance en e-learning;
- 6^o continuum pédagogique : parcours respectant la cohérence pédagogique définie par les services de l'Enseignement à distance organisé en e-learning, dénommés ci-après services de l'e-learning, dans la structuration de ses modules de cours en tenant compte des acquis antérieurs dans les types d'enseignement organisés et subventionnés par la Communauté française;

Art. 2. Conformément à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret, il est créé au Ministère de la Communauté française des modules de cours dispensés en e-learning et préparant aux épreuves du Jury de la Communauté française institué par le décret du 12 mai 2004 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire, ainsi qu'aux épreuves externes organisées par la Communauté française conformément au décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.

Art. 3. Les services de l'e-learning proposent un soutien à l'apprenant dans le choix des modules de cours avant et/ou pendant la période couverte par l'inscription.

Art. 4. § 1^{er}. L'inscription aux modules de cours de l'e-learning se fait à titre individuel. Elle ne peut être prise au nom d'une collectivité.

§ 2. L'inscription donne accès à l'ensemble des modules de cours de l'e-learning ainsi qu'à un accompagnement pédagogique dans le respect du continuum pédagogique prévu dans l'enseignement à distance dispensé en e-learning. La formation est accessible dès paiement du droit d'inscription et attribution des codes d'accès.

§ 3. Les droits d'inscription ne sont pas remboursables, sauf en cas de preuve apportée en cours d'année par l'apprenant d'une situation d'exemption, prévue par l'article 3, § 2, du décret, avérée au moment de l'inscription.

Art. 5. § 1^{er}. Les enseignants ou les experts accompagnent individuellement les apprenants dans leur parcours d'apprentissage.

§ 2. L'accompagnement pédagogique combine des aspects sociaux, techniques, disciplinaires, méthodologiques, de régulation et d'évaluation du parcours d'apprentissage.

§ 3. Des séances de révision réunissant enseignants ou experts et apprenants peuvent être organisées en ligne.

Art. 6. L'enseignement à distance organisé en e-learning n'est sanctionné par aucun certificat, ni aucun diplôme. Des attestations d'inscription et de suivi sont disponibles pour chaque module de cours.

Art. 7. § 1^{er}. La conception, la mise en ligne et les modalités de l'accompagnement pédagogique sont assurées par les enseignants ou les experts de l'e-learning selon la planification établie par les services de l'e-learning.

§ 2. Les services de l'e-learning peuvent faire appel à des experts scientifiques et techniques, pour contribuer, avec les enseignants, à la mise en ligne des modules de cours lorsqu'apparaissent des besoins d'analyse informatique approfondie et d'utilisation de logiciels spécifiques.

Art. 8. Des réunions de coordination administrative et/ou pédagogique d'enseignants ou d'experts scientifiques et techniques peuvent être organisées par les services de l'e-learning.

CHAPITRE II. — *Des enseignants et experts de l'enseignement à distance dispense en e-learning*

Art. 9. Le Ministre ayant l'Enseignement à distance de la Communauté française organisé en e-learning dans ses attributions ou son délégué conclut avec chaque enseignant ou expert en e-learning un contrat dont le modèle est fixé en annexe.

La durée de ce contrat ne peut dépasser la période pour laquelle l'enseignant ou l'expert a été désigné dans l'Enseignement à distance organisé en e-learning.

Ce contrat fixe, conformément aux articles 10 et suivants, les modalités de calcul et de paiement des allocations.

Art. 10. § 1^{er}. Il est alloué aux enseignants et aux experts en e-learning une allocation horaire calculée sur la base de leurs prestations.

§ 2. Cette allocation est calculée sur la base de 1/1600 de la moyenne des traitements minimum et maximum indexés de l'enseignant de cours généraux de l'enseignement secondaire inférieur, titulaire du diplôme de bachelier - agrégé de l'enseignement secondaire inférieur.

Art. 11. Pour l'application de l'article 10, est estimée à trente minutes de prestations :

- 1° une action d'accompagnement pédagogique individuel réalisée dans le cadre d'une séquence pédagogique;
- 2° une action d'animation collaborative par apprenant dans le cadre d'un module de cours.

Art. 12. L'allocation horaire allouée aux enseignants et aux experts de l'e-learning pour la conception de modules pédagogiques est calculée au prorata des prestations effectuées, conformément à la planification et aux critères de qualité fixés par les services de l'e-learning. Le nombre d'heures par séquence pédagogique est fixé à quarante.

Art. 13. Les allocations dues aux enseignants et aux experts sont liquidées mensuellement.

Art. 14. Sans préjudice de l'application de dispositions plus restrictives en matière de cumul, le maximum de prestations dans l'e-learning est fixé à une moyenne calculée mensuellement de 14 heures hebdomadaires, pour les enseignants et les experts de l'enseignement à distance organisé en e-learning.

CHAPITRE III. — *Du fonctionnement du conseil de concertation et de pilotage de l'e-learning*

Art. 15. Le Conseil de concertation et de pilotage de l'e-learning, ci-après dénommé « Conseil de concertation et de pilotage », est convoqué par le président au moins deux fois par an.

Art. 16. Le Conseil de concertation et de pilotage émet ses avis à la majorité simple des voix. Des notes de minorité peuvent être jointes aux avis.

Le Conseil de concertation et de pilotage délibère valablement si la majorité des membres est présente.

Toutefois, lorsque le Conseil de concertation et de pilotage a été convoqué une fois sans réunir le nombre de membres nécessaire, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Le Conseil de concertation et de pilotage peut faire appel à des techniciens choisis en dehors du Conseil. Ces personnes n'ont pas de voix délibérative.

Art. 17. Le secrétariat du Conseil de concertation et de pilotage est assuré par un fonctionnaire de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française.

Art. 18. Chaque membre suppléant du Conseil de concertation et de pilotage doit appartenir à la même catégorie visée à l'article 4, § 2, alinéa 3, du décret que le membre effectif qu'il représente.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé cesse de faire partie du Conseil de concertation et de pilotage.

Si un mandat devient vacant avant le renouvellement normal du Conseil de concertation et de pilotage, un nouveau membre est désigné par le Gouvernement, sauf si ce nouveau membre est directement désigné de par sa fonction ou mandat.

Art. 19. Les membres du Conseil de concertation et de pilotage ne sont pas rémunérés.

Les membres du Conseil de concertation et de pilotage visés par l'article 4, § 2, alinéa 3, 7° et 8°, du décret, de même que les techniciens visés à l'article 16 ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement, aux conditions prévues pour le personnel de la Communauté française conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Les personnes visées sont assimilées aux fonctionnaires du rang 12.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 20. A l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

- au 5°, les mots « 372 EUR. » sont remplacés par les mots « 372 EUR; »;
- un 6° est ajouté, libellé comme suit :
« 6° Dans l'enseignement à distance de la Communauté française organisé en e-learning : 30 EUR par an. ».

Art. 21. Les trois arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1984 portant création de cours à distance sont abrogés.

Art. 22. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 février 1985 réglant certaines modalités d'organisation et de fonctionnement de l'enseignement à distance est abrogé.

Art. 23. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 février 1985 fixant les modalités d'application de l'article 8 du décret du 18 décembre 1984 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française est abrogé.

Art. 24. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 septembre 1987 relatif à l'organisation du Conseil supérieur de l'enseignement à distance est abrogé.

Art. 25. Le Ministre ayant l'Enseignement à distance de la Communauté française organisé en e-learning dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 mai 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Égalité des chances,
I. SIMONIS

ANNEXE : Modèle de contrat relatif à la rémunération des enseignants et des experts scientifiques et techniques de l'enseignement à distance de la Communauté française organisé en e-learning

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE CONTRAT RELATIF
A L'ENSEIGNEMENT A DISTANCE ORGANISE EN E-learning

Entre les soussignés :

Le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'enseignement à distance organisé en e-learning dans ses attributions, d'une part, ci-après dénommé « Le Ministre »

et

Madame/Monsieur... d'autre part, ci-après dénommé « l'enseignant », « l'expert (1) »

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – Conformément à l'article 9 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du ... (insérer la date de l'A.G.C.F.) réglant les modalités d'application du décret du 13 juillet 2016 organisant l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, le Ministre charge l'enseignant d'effectuer les actions d'accompagnement pédagogique individuel dans le cadre des séquences pédagogiques relevant de sa compétence, d'une part et les actions d'animation collaborative dans le cadre des modules de cours relevant de sa compétence, d'autre part.

Article 2 – Conformément à l'article 9 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du ... (insérer la date de l'A.G.C.F.) réglant les modalités d'application du décret du 13 juillet 2016 organisant l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, le Ministre charge l'enseignant, l'expert, de la conception et de la mise en ligne des modules de cours de ...

Article 3 – Conformément à l'article 8 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du ... (insérer la date de l'A.G.C.F.) réglant les modalités d'application du décret du 13 juillet 2016 organisant l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, l'enseignant, l'expert, accepte – sauf empêchement justifié – de participer aux réunions de coordination administrative et/ou pédagogique organisées par les services de l'e-learning de la Communauté française.

Article 4 – Il sera payé à l'enseignant, l'expert, une allocation calculée sur les bases ci-après :

A. pour les travaux visés à l'article 1^{er}, est estimée à trente minutes de prestations :

- 1° une action d'accompagnement pédagogique individuel réalisée dans le cadre d'une séquence pédagogique;
- 2° une action d'animation collaborative dans le cadre d'un module de cours.

B. pour les travaux visés à l'article 2 : ... au prorata des prestations effectuées conformément aux programmes de référence, à la planification et aux critères de qualité fixés par les services de l'e-learning. Le nombre d'heures par séquence pédagogique est fixé à quarante.

C. au prorata des prestations visées à l'article 3.

Article 5 – Le montant horaire de l'allocation s'élève à 1/1.600 de la moyenne des traitements minimum et maximum indexés de l'enseignant de cours généraux de l'enseignement secondaire inférieur, titulaire du diplôme de bachelier - agrégé de l'enseignement secondaire inférieur. L'allocation est liquidée mensuellement.

Article 6 – L'enseignant, l'expert, se conformera à la réglementation en vigueur sur les droits d'auteurs. Il signera en outre une convention de cession de ses droits patrimoniaux en qualité d'auteur ou de co-auteur au Ministère de la Communauté française.

Article 7 – Le présent contrat est conclu pour la durée de la désignation. Il est automatiquement reconduit en cas de nouvelle désignation; néanmoins, il cessera tout effet le dernier jour du mois au cours duquel l'enseignant, l'expert, aura atteint l'âge de 65 ans.

Fait en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Bruxelles, le ...

Pour le Ministre,

L'enseignant, l'expert

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 2017 réglant les modalités d'application du décret du 13 juillet 2016 organisant l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning.

Bruxelles, le 3 mai 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes
et de l'Égalité des Chances,

I. SIMONIS

—
Note

(1) Biffer la mention inutile

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/12668]

3 MEI 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 13 juli 2016 houdende organisatie van het afstandsonderwijs via e-learning van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 juli 2016 houdende organisatie van het afstandsonderwijs via e-learning van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 5, 6 en 7;

Gelet op de drie besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1984 houdende oprichting van afstandsonderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 februari 1985 tot regeling van sommige organisatie- en werkingsmodaliteiten voor het afstandsonderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 februari 1985 houdende vaststelling van de modaliteiten voor de toepassing van artikel 8 van het decreet van 18 december 1984 houdende organisatie van het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap;

Gelet het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 september 1987 betreffende de organisatie van de Hoge Raad voor het afstandsonderwijs;

Gelet het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 tot uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 november 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 december 2016;

Gelet op het protocol van 10 januari 2017 van het Comité van sector IX en van het Comité van de provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk zetelen;

Gelet op de "gendertest" van 13 februari 2017 opgemaakt met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 61.067/2 van de Raad van State, verleend op 23 maart 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Organisatie en werking van het afstandsonderwijs via e-learning*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder:

- 1° decreet: decreet van 13 juli 2016 houdende organisatie van het afstandsonderwijs via e-learning van de Franse Gemeenschap;
- 2° pedagogische begeleiding: begeleidingsacties geleid door een e-learningleraar gedurende het leertraject van de lerende in een onlinecursusmodule;
- 3° medewerkingsanimatie: online begeleidingsactiviteit aangeboden door een e-learningleerkracht om het aanleren door gelijken te vergemakkelijken;

- 4° pedagogische sequentie: logische eenheid van het leertraject bestaande uit hulpmiddelen en interactieve activiteiten die een pedagogische begeleiding vereisen van dertig minuten;
- 5° e-learningdiensten: structuren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die belast zijn met de organisatie van het afstandsonderwijs via e-learning;
- 6° pedagogisch continuüm: traject waarbij de pedagogische coherentie in acht wordt genomen zoals bepaald door de diensten van het Afstandsonderwijs via e-learning, hierna de e-learningdiensten, in de structurering van zijn cursusmodules houdende rekening met de vorige verworvenheden in de types onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 2, eerste lid, van het decreet, wordt binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap cursusmodulen in e-learning georganiseerd en die tot de proeven van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voorbereiden ingesteld door het decreet van 12 mei 2004 houdende organisatie van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap van het secundair onderwijs, alsook tot de externe proeven die door de Franse Gemeenschap georganiseerd worden overeenkomstig het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs.

Art. 3. De e-learningdiensten bieden een ondersteuning aan de lerende voor de keuze van cursusmodules en/of gedurende de periode gedekt door de inschrijving.

Art. 4. § 1. De inschrijving voor de modules voor e-learningcursussen geschiedt individueel. Ze kan niet collectief gebeuren.

§ 2. De inschrijving verleent toegang tot het geheel van de modules voor e-learningcursussen alsook tot een pedagogische begeleiding met inachtneming van het pedagogische continuüm bedoeld in het afstandsonderwijs via e-learning. De opleiding is toegankelijk zodra het inschrijvingsrecht betaald wordt en de toegangscodes toegekend werden.

§ 3. Het inschrijvingsrecht kan niet terugbetaald worden, behoudens ingeval een bewijs geleverd wordt tijdens het jaar door de lerende die voor een vrijstelling in aanmerking komt, bedoeld bij artikel 3, § 2, van het decreet, en die bewezen wordt op het ogenblik van de inschrijving.

Art. 5. § 1. De leerkrachten of de deskundigen begeleiden individueel de lerenden bij hun leertraject.

§ 2. De pedagogische begeleiding combineert sociale, technische, vakgebonden, methodologische, regulatie- en evaluatieaspecten van het leertraject.

§ 3. Herhalingsoefeningen met leerkrachten of deskundigen en lerenden kunnen online georganiseerd worden.

Art. 6. Het afstandsonderwijs via e-learning wordt met geen getuigschrift of diploma bekrachtigd. Attesten van inschrijving en regelmatig volgen van de lessen zijn beschikbaar voor elke cursusmodule.

Art. 7. § 1. De leerkrachten of de e-learningdeskundigen zorgen volgens de programmering bepaald door de e-learningdiensten voor de opvatting, het on-line-zetten en de nadere regels voor de pedagogische begeleiding.

§ 2. De e-learningdiensten kunnen een beroep doen op wetenschappelijke en technische deskundigen, om samen met de leerkrachten, aan het on-line-terbeschikkingstellen van lesmodulen bij te dragen wanneer behoeften inzake diepgaande computeranalyse en gebruik van specifieke software ontstaan.

Art. 8. Vergaderingen voor administratieve en/of pedagogische coördinatie van leerkrachten of wetenschappelijke deskundigen kunnen door de e-learningdiensten georganiseerd worden.

HOOFDSTUK II. — *Leerkrachten en deskundigen van het afstandsonderwijs via e-learning*

Art. 9. De Minister bevoegd voor het afstandsonderwijs via e-learning van de Franse Gemeenschap, of zijn afgevaardigde, sluit met iedere leraar of e-learningdeskundige een overeenkomst waarvan het model als bijlage bij dit besluit te vinden is.

De duur van de overeenkomst kan de periode waarvoor de leerkracht of de deskundige aangewezen werd in het afstandsonderwijs georganiseerd in e-learning, niet overschrijden.

Die overeenkomst bepaalt, overeenkomstig de artikelen 10 en volgende, de nadere regels voor de berekening en de betaling van de toelagen.

Art. 10. § 1. Er wordt aan de leraars en de deskundigen inzake e-learning een uurtoelage toegekend berekend op basis van hun prestaties.

§ 2. Deze toelage wordt berekend op basis van 1/1600 van het gemiddelde van de geïndexeerde minimum- en maximumlonen van de leraar algemene vakken van het lager secundair onderwijs, die houder is van het diploma bachelor – geaggregeerde lager secundair onderwijs.

Art. 11. Voor de toepassing van artikel 10 wordt gelijkgesteld met dertig minuten prestaties:

- 1° een handeling van individuele pedagogische begeleiding in het kader van een pedagogische sequentie;
- 2° een handeling van medewerkingsanimatie per lerende in het kader van een cursusmodule.

Art. 12. De uurtoelage toegekend aan de leerkrachten en de e-learningdeskundigen voor de opvatting van de pedagogische modules wordt berekend naar rata van de verrichte prestaties, overeenkomstig de programmering en de kwaliteitscriteria bepaald door de e-learningdiensten. Het aantal uren per pedagogische sequentie wordt op veertig vastgesteld.

Art. 13. De toelagen die aan de lerenden en de deskundigen verschuldigd zijn, worden jaarlijks uitbetaald.

Art. 14. Onverminderd de toepassing van restrictievere bepalingen inzake cumulatie, wordt het maximum prestaties in het e-learningonderwijs vastgesteld op een gemiddelde dat maandelijks wordt berekend van veertien wekelijkse uren, voor de leerkrachten en de deskundigen van het afstandsonderwijs georganiseerd via e-learning.

HOOFDSTUK III. — *Werking van de Raad voor overleg en sturing van het e-learningonderwijs*

Art. 15. De Raad voor overleg en sturing van het e-learningonderwijs, hierna “de Raad voor Overleg en Sturing”, wordt door de voorzitter minstens twee maal per jaar bijeengeroepen.

Art. 16. De Raad voor Overleg en Sturing brengt zijn adviezen bij de eenvoudige meerderheid der stemmen uit. Minoriteitsnota's kunnen bij de adviezen gevoegd worden.

De Raad voor Overleg en Sturing beraadslaagt en beslist enkel geldig indien de meerderheid der leden aanwezig is.

Nochtans, wanneer de Raad voor Overleg en Sturing één keer bijeengeroepen werd zonder dat het vereiste aantal leden aanwezig was, kan hij, na een nieuwe bijeenroeping, geldig beraadslagen en beslissen over dezelfde agenda, wat ook het aantal aanwezige leden is.

De Raad voor Overleg en Sturing kan een beroep doen op technici die niet tot de Raad behoren. Deze personen zijn niet stemgerechtigd.

Art. 17. Het secretariaat van de Raad voor Overleg en Sturing wordt waargenomen door een ambtenaar van de Algemene directie Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 18. Ieder plaatsvervangend lid van de Raad voor Overleg en Sturing moet tot dezelfde categorie behoren bedoeld bij artikel 4, § 2, derde lid, van het decreet als deze van het werkend lid dat het vervangt.

Elk lid dat de hoedanigheid verliest waarvoor het benoemd werd, houdt op deel uit te maken van de Raad voor Overleg en Sturing.

Indien een mandaat vacant verklaard wordt vóór de normale vernieuwing van de Raad voor Overleg en Sturing, wordt een nieuw lid benoemd door de Regering, behoudens als dit nieuw lid rechtstreeks aangewezen wordt als gevolg van zijn ambt of mandaat.

Art. 19. De leden van de Raad voor Overleg en Sturing worden niet bezoldigd.

De leden van de Raad voor Overleg en Sturing bedoeld bij artikel 4, § 2, derde lid, 7° en 8°, van het decreet, alsook de technici bedoeld bij artikel 16, hebben recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten, mits inachtneming van de voorwaarden bepaald voor het personeel van de Franse Gemeenschap overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene reglementering inzake reiskosten. Alle personen bedoeld bij het eerste lid worden gelijkgesteld met ambtenaren van rang 12.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 20. In artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 ter uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- bij punt 5°, worden de woorden “372 euro.” vervangen door de woorden “372 euro.”;
- er wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt:

“6° In het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap georganiseerd via e-learning: 30 euro per jaar.”.

Art. 21. De drie besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1984 tot oprichting van afstandsonderwijs, worden opgeheven.

Art. 22. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 februari 1985 tot regeling van sommige organisatie- en werkingsmodaliteiten voor het afstandsonderwijs, wordt opgeheven.

Art. 23. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 februari 1985 houdende vaststelling van de modaliteiten voor de toepassing van artikel 8 van het decreet van 18 december 1984 houdende organisatie van het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 24. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 september 1987 betreffende de organisatie van de Hoge Raad voor het afstandsonderwijs, wordt opgeheven.

Art. 25. De Minister bevoegd voor het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap georganiseerd via e-learning, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 mei 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/12244]

10 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant la liste des implantations des établissements d'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2016-2017 en application de l'article 2, 1°, du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, notamment l'article 2, 1°;

Vu la demande de l'Administration, la demande des Pouvoirs organisateurs et la proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire formulée lors de sa réunion du 16 juin 2016;

Considérant la nécessité de disposer d'une liste unique et vérifiée pour l'application du décret du 28 avril 2004 précité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 avril 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mai 2017;

Sur la proposition du Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont reconnues comme implantations d'un établissement d'enseignement secondaire en application de l'article 2, 1°, du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, les implantations reprises dans les listes visées aux annexes 1 à 9 du présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 2016 déterminant la liste des implantations des établissements d'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2015-2016 en application de l'article 2, 1°, du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2016.

Art. 4. Le Ministre en charge de l'Éducation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 mai 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS